



Afghanistan: mise à jour

La situation sécuritaire actuelle

Corinne Troxler Gulzar

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

Pour les colis:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

CCP 30-16741-4
Compte dons
CCP 30-1085-7

Berne, le 11 août 2010




MEMBER OF THE EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES

A propos de l'auteur: Corinne Troxler Gulzar a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience de la procédure d'asile en tant que représentante des œuvres d'entraide. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des documents thématiques, des expertises et a fourni des informations pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. D'août 2006 à avril 2008, elle a travaillé comme assistante au séminaire historique de l'Université de Lucerne où elle a notamment mené deux colloques sur l'histoire de l'Afghanistan. Au cours de ces dernières années, Corinne Troxler Gulzar a plusieurs fois voyagé en Afghanistan. Elle en outre collaboré à deux *Fact Finding Missions*, du 27 octobre au 2 novembre 2006 et du 21 au 30 septembre 2007; elle a participé à des rencontres avec diverses personnalités publiques. Elle a notamment eu d'assez longs entretiens avec les gouverneurs des provinces de Balkh, Samangan et Parwan, ainsi qu'avec le président du Parlement Junus Khanu. Poursuivant des recherches personnelles, elle a complété ces observations en s'intéressant de très près à la situation des femmes. Parallèlement, elle a étudié le farsi et le dari aux Universités de Berne et de Zurich, ainsi qu'en Iran et en Afghanistan.

Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5

AUTEUR

Corinne Troxler Gulzar


TRADUCTION

Golnaz Houchidar

VERSIONS

Allemand, français

COPYRIGHT

© 2010  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne.
Copies et reproductions autorisées sous mention de la source.

Sommaire

1	Préambule	1
2	Situation politique	1
3	Situation sécuritaire	4
4	Constitution et système juridique	11
5	Situation des droits humains: catégories de personnes en danger	13
6	Situation socioéconomique et sanitaire	16
7	Retours.....	19

1 Préambule

Neuf ans après la chute du régime des talibans, le président afghan cherche aujourd'hui le dialogue avec ceux-ci pour leur permettre de réintégrer la société afghane. Après l'échec de l'intervention militaire de la communauté internationale, cette dernière est de plus en plus ouverte à une «solution» politique et se montre disposée à financer la réintégration des talibans. L'ONU a déjà effacé les noms de cinq anciens fonctionnaires talibans de sa liste des terroristes recherchés. Ils sont donc libres et une fois de plus, c'est la population qui en souffre puisqu'elle est à nouveau privée de justice.

Malgré une activité de plusieurs années, le gouvernement afghan et la communauté internationale se sont montrés incapables de résoudre les problèmes qui avaient amené les talibans au pouvoir dans les années 1990. Pour la plupart des Afghans, ni la situation sécuritaire ni l'accès à l'emploi, aux soins et à la formation ne se sont réellement améliorés.¹ Après les fraudes électorales massives lors des élections présidentielles d'août 2009, le gouvernement a perdu encore davantage de légitimité. La forte corruption, les conditions de vie toujours aussi difficiles et l'absence de progrès en matière de justice ne contribuent pas à ce que la population ait confiance dans ses dirigeants.² Dans beaucoup de villages et de villes, «l'évidente incapacité du gouvernement à assurer les services publics fait croître la frustration».³

Certains groupes de population craignent les persécutions et ont besoin de la protection internationale. De plus, en cas de retour, certains groupes de personnes vulnérables voient leur santé et leur intégrité physique menacées.

Cette mise à jour s'appuie sur celle d'août 2009. Toutefois, le sujet principal est celui de la situation sécuritaire, ainsi que de la situation des personnes de retour en Afghanistan.

2 Situation politique

L'*Afghanistan National Development Strategy (ANDS)* continue à être financée à hauteur de 90 pour cent par la communauté internationale, mais les trois-quarts de ce montant ne sont pas versés au gouvernement afghan ce qui rend très difficile la mise en place d'un développement durable de ses institutions.⁴ De nombreuses provinces sont toujours contrôlées par des seigneurs locaux corrompus et criminels impliqués dans leurs anciens agissements.⁵

Dans le cadre des **élections présidentielles** du 20 août 2009, des fraudes massives ont eu lieu: près d'un quart des voix a dû être déclaré comme non valable.

¹ Norwegian Refugee Council (Internal Displacement Monitoring Centre), Armed conflict forces increasing numbers of Afghans to flee their homes, 15 avril 2010: www.internal-displacement.org.

² Human Rights Watch, Afghanistan – Country Summary, janvier 2010: www.hrw.org.

³ Focus online, Karsai besucht ehemalige Taliban-Hochburg, 7 mars 2010: www.focus.de.

⁴ Weltbank, Afghanistan: Public Expenditure Review, avril 2010: www.worldbank.org.

⁵ NZZ, Gemischte Bilanz in Helmand, 23 mars 2010, p. 5.

L'exigence d'un scrutin test de l'adversaire d'Hamid Karzaï, Abdullah Abdullah, n'ayant pas été satisfaite, ce dernier s'est retiré du deuxième tour. Karzaï a donc été contraint de commencer son deuxième mandat avec une très faible légitimation démocratique. Ces élections fortement controversées ont détruit la confiance de la population dans la démocratie et remis également en question l'intervention de la communauté internationale dans le pays. D'après *International Crisis Group*, ces fraudes sont la conséquence directe de l'échec de la mise en place d'institutions gouvernementales efficaces.⁶

A la **Conférence de Londres sur l'Afghanistan** du 28 janvier 2010, à laquelle plus de 70 pays et organisations ont pris part, la communauté internationale a énoncé trois priorités: le développement massif des forces de sécurité afghanes, le transfert par étapes des responsabilités à ces dernières et par conséquent, le retrait progressif des troupes internationales et la création d'un fonds de financement pour la réintégration des anciens membres des talibans qu'on a appelé le *Peace and Reintegration Trust Fund*. Alors que cette idée a été saluée par la communauté internationale et que les pays donateurs ont mis à disposition un montant de 140 millions de dollars pour la première année, elle a déclenché de vives protestations dans la population afghane et chez les ONG.⁷ Les talibans ont refusé ce fonds en arguant qu'on ne pouvait pas les acheter.⁸

Au cours de la **Jirga de la paix** à Kaboul, du 2 au 4 juin 2010, Hamid Karzaï a tenté de convaincre les seigneurs locaux de réintégrer les membres de groupements hostiles au gouvernement: il assurait l'impunité aux membres simples s'ils acceptaient de déposer les armes. L'exil serait possible pour les hauts fonctionnaires.⁹ De plus, l'ONU effacerait de sa liste des terroristes recherchés de nombreux membres de groupes rebelles.¹⁰ Ni les représentants des talibans ni les délégués des Hezb-e Islami ou du réseau des Haqqani n'avaient été invités à cette conférence. Alors que les Etats membres de l'ONU appuyaient la Jirga de la paix,¹¹ de grandes parties de la population afghane la rejetaient. Parmi les opposants, figurait aussi le chef le plus connu de l'opposition afghane, Abdullah Abdullah.¹²

⁶ La crédibilité de l'ONU a été altérée par les différends entre le délégué de l'UNAMA, Peter Galbraith, et l'émissaire de l'ONU pour l'Afghanistan, Kai Eide, sur leur manière de réagir aux élections tronquées. Après avoir été accusé de minimiser l'étendue des fraudes électorales, Eide a été licencié. Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010. International Crisis Group, Afghanistan: Elections and the Crisis of Governance, Asia Briefing Nr. 96, 25 novembre 2009, p. 1–15: www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/afghanistan/B096-afghanistan-elections-and-the-crisis-of-governance.aspx.

⁷ D'après Abdullah Abdullah, l'adversaire d'Amid Karzaï aux élections présidentielles, l'intégration des talibans pourrait nuire au processus démocratique et créer des tensions entre les ethnies. L'idéologie des talibans n'est pas en faveur mais contre la démocratie. UNAMA, The Communique of the London Conference on Afghanistan, 28 janvier 2010: <http://unama.unmissions.org>. Kai Eide, ancien émissaire spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, a averti que ce plan pourrait provoquer des ressentiments dans la population et un durcissement de la résistance. EurasiaNet, Loyal political opposition feeling left out in the cold, 18 février 2010: www.unhcr.org. UN News Service, Top UN envoy to Afghanistan calls for greater political effort to end conflict, 23 février 2010: www.unhcr.org.

⁸ NZZ online, Raketen auf die Friedensverhandlungen, 2 juin 2010: www.nzz.ch. Focus online, Karsai plant Friedenskonferenz und Truppenabzug, 28 janvier 2010: www.focus.de.

⁹ Spiegel online, Karzai plant Friedensschluss mit Taliban, 15 mai 2010: www.spiegel.de.

¹⁰ AFP, Vereinte Nationen überprüfen afghanische «Terrorliste», 13 juin 2010: <http://google.com>. Welt online, Afghanistan wird zum Albtraum des Westens, 13 juin 2010: www.welt.de.

¹¹ Quqnoos, NATO Supports Afghan Peace Jirga, 21 avril 2010: <http://quqnoos.com>.

¹² Quqnoos, Dr. Abdullah Will Not Attend Afghan Peace Jirga, 2 juin 2010: <http://quqnoos.com>.

Comme les talibans étaient en position de force et n'étaient pas sous pression, les **entretiens menés avec eux** depuis août 2009 n'avançaient que très lentement. Après que Karzaï ait publiquement apporté son soutien à une application plus conservatrice de la Constitution, il semble que plus grand-chose ne s'oppose à la revendication des talibans, c'est-à-dire l'islamisation des lois. Dès juin 2009, Antonio Giustozzi prévoyait qu'Hamid Karzaï se rapprocherait dès la fin des élections des groupes conservateurs qui représentent la grande majorité de l'arène politique et créent leurs propres fondements. Impuissant, l'Occident observe la situation. Les entretiens avec les délégués des Hezb-e Islami portent leurs fruits: Ghairat Bahir, gendre de Hekmatyars, a été libéré par le gouvernement afghan.¹³ Fin juin 2010, des contacts ont eu lieu avec Serajuddin Haqqani.¹⁴

L'*International Crisis Group* met en garde les Afghans de traiter avec les talibans tout en étant en position de faiblesse. Dans ces conditions, «la réconciliation et la réintégration» ne sont pas un moyen d'instaurer une paix durable ni une stratégie de sortie. Au contraire, le danger que le pays plonge dans un chaos encore plus important est élevé.¹⁵

Entre-temps, les pays voisins de l'Afghanistan n'entretiennent pas seulement des relations avec le gouvernement afghan, mais aussi avec des groupements rebelles qui pourraient gagner en pouvoir après le retrait des troupes étrangères. Outre l'étroitesse des rapports du gouvernement pakistanais et des services de renseignements *Inter-Services Intelligence (ISI)* avec les talibans, on sait aujourd'hui que le gouvernement iranien a constitué des réseaux avec l'opposition armée afghane, y compris avec certains commandants talibans sélectionnés, ainsi que très probablement, avec le groupe Hekmatyar, mais aussi les Jamiat-e Islami au nord et les religieux chiites.¹⁶ De plus, l'Iran forme aussi manifestement des combattants.¹⁷

La **Conférence de Kaboul** du 20 juillet a décidé d'entreprendre le retrait des troupes internationales en juillet 2011 et de transférer aux autorités afghanes par étapes les pouvoirs et responsabilités jusqu'en 2014. D'ici là, près de 36'000 anciens membres des groupes rebelles devraient intégrer les forces de sécurité afghanes.¹⁸

Elections législatives. Les élections législatives sont prévues pour le 18 septembre 2010, mais dans les régions où règne l'insécurité, elles n'auront pas lieu.¹⁹

En juin 2010, le général Petraeus a pris la succession du commandement de l'ISAF et de McChrystal, commandant en chef des forces américaines après que ce dernier

¹³ L'impopularité de Hekmatyar ne joue pas en sa faveur, de même que l'attitude hostile à son égard de grandes parties des forces afghanes de sécurité. Antonio Giustozzi, *Afghanistan: Getting worse before getting better?*, Writenet – independent analysis, juin 2009, p. 6, 15–17.

¹⁴ Quqnoos, *Afghan, Haqqani Network's Secret Talks*, 27 juin 2010: <http://quqnoos.com>.

¹⁵ International Crisis Group, *A Force in Fragments: Reconstituting the Afghan National Army*, Asia Report Nr. 190, 12 mai 2010, p. ii: www.unhcr.org/refworld/pdfid/4bf0e6862.pdf.

¹⁶ Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better?*, juin 2009, p. 8.

¹⁷ NZZ, *Afghanistan als Hinterhof für seine Nachbarn*, 23 juin 2010, p. 7.

¹⁸ Financial Times Deutschland, *Neue Chance für Afghanistan*, 20 juillet 2010: www.ftd.de. NZZ, *Kabul soll selbst für Sicherheit sorgen*, 21 juillet 2010, p. 3. La plupart des chefs militaires afghans sont opposés à ces projets. International Crisis Group, *A Force in Fragments*, p. 26.

¹⁹ UN News Service, *Delay to Afghan polls will ensure better preparations, UN envoy says*, 24 janvier 2010: www.unhcr.org. UNAMA, *Communiqué of the London Conference*, 28 janvier 2010. Quqnoos, *No Election in the Restive Afghan Parts*, 23 avril 2010: <http://quqnoos.com>.

se soit exprimé de manière déplaisante sur des membres du gouvernement américain. Un changement de stratégie est peu probable.²⁰

3 Situation sécuritaire

Pour la cinquième année consécutive, la situation sécuritaire en Afghanistan s'est encore dégradée. Tandis qu'en 2008, on comptait 741 actes de violence par mois, on en enregistrait 960 en 2009. En janvier 2010, par rapport à l'année précédente, ils avaient encore augmenté de 40 pour cent.²¹ D'après l'*United States Department of State*, fin mai 2010, les forces de sécurité afghanes n'étaient toujours pas ou presque pas en mesure d'assurer la sécurité de la population afghane. Aucune localité du pays n'est aujourd'hui considérée comme sûre.²²

Depuis août 2009, on constate les développements suivants: premièrement, après avoir gagné du terrain, les groupes rebelles centrent leurs activités sur l'amélioration de la qualité de leurs attentats.²³ Deuxièmement, ces mêmes groupes n'hésitent plus à viser des cibles sécurisées et se trouvent en position de force.²⁴ Troisièmement, la grande offensive de l'OTAN dans le sud du pays est considérée comme un échec.²⁵ De plus, les Etats de l'OTAN parlent aujourd'hui ouvertement du retrait à court terme de leurs troupes.²⁶ Finalement, une «déterrorisation» des talibans est actuellement en cours: après le refus de la communauté internationale de mener des entretiens avec des «terroristes», celle-ci souhaite maintenant accorder l'impunité à tous les membres de groupes rebelles et financer leur réintégration dans la société civile.²⁷

Le nombre des victimes civiles a également fortement augmenté. Les quatre facteurs suivants sont à l'origine des actes de violence contre les civils:

²⁰ NZZ, Schlaglicht auf den Verlauf des Krieges in Afghanistan, 25 juin 2010, p. 3.

²¹ General Assembly Security Council, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, 10 mars 2010, p. 7: <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/SG%20Reports/march172010-SG%20AFGHANISTAN%20REPORT.pdf>.

²² US Department of State, Bureau of Consular Affairs, Travel Warning: Afghanistan, 25 mai 2010 (valable jusqu'au 28 juillet 2010): http://travel.state.gov/travel/cis_pa_tw/tw/tw_2121.html.

²³ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 17.

²⁴ Le 18 mai 2010, ils ont notamment effectué une série d'attentats à la bombe à Kaboul, à proximité de plusieurs bâtiments du gouvernement (NZZ online, Tote bei Selbstmordanschlag in Kabul, 18 mai 2010: www.nzz.ch) ou encore contre les bases militaires américaines les plus importantes et les bases de l'OTAN à Bagram et à Kandahar (NZZ online, Taliban-Angriff auf US-Stützpunkt in Afghanistan, 19 mai 2010: www.nzz.ch). Focus online, Taliban greifen wichtigsten Nato-Stützpunkt in Afghanistan an, 23 mai 2010: www.focus.de. Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 6.

²⁵ International Council on Security and Development (ICOS), Operation Moshtarak: Lessons Learned, mars 2010: www.icosgroup.net/documents/operation_moshtarak.pdf. NZZ, Gemischte Bilanz in Helmand, 23 mars 2010, p. 5.

²⁶ Début août 2010, les Pays-Bas ont commencé à retirer leurs troupes d'Afghanistan. Il s'agit du premier pays occidental qui agit de la sorte. Financial Times Deutschland, Neue Chance für Afghanistan, 20 juillet 2010.

²⁷ UNAMA, The Communiqué of the London Conference, 28 janvier 2010.

- Les attaques des groupements armés, hostiles au gouvernement comme les talibans, les *Hezb-e-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar²⁸, du réseau Haqqani²⁹ et d'autres acteurs encore,
- Celles des chefs de guerre régionaux et des commandants de milices,
- Celles des groupements criminels,
- enfin, les réactions des forces de sécurité afghanes et internationales en lutte contre les groupes rebelles, notamment au moyen de bombardements.

Selon les informations de l'ONU, en 2009, les combats ont fait 2412 victimes civiles. 2009 a ainsi été l'année la plus sanglante depuis la chute des talibans en 2001. La population souffre de plus en plus des effets de cette guerre: une liberté limitée de mouvement, l'accès difficile ou impossible aux institutions essentielles, tels les hôpitaux ou les écoles. Les groupes de personnes vulnérables comme les enfants, les femmes et les déplacés internes sont les plus touchés par la situation.³⁰

Le renforcement massif des troupes américaines de 30'000 soldats, décidé en décembre 2009 par Barak Obama, a provoqué une intensification des combats et une «américanisation» des troupes internationales et de la gestion de la crise. Avec la remise par étapes des responsabilités aux forces de sécurité afghanes et le retrait de ses troupes dès 2011, la stratégie d'Obama vise une «afghanisation» de la guerre.³¹

Les talibans. Ce mouvement, dominé à l'origine par les Pachtounes, est parvenu à recruter de plus en plus de membres d'autres ethnies. Les talibans tentent en outre de rallier à leur cause les commandants locaux de différents partis (Jamiat, Junbesh, Hezb-e Islami) et de différentes ethnies (des Tadjikes, des Ouzbèques et même des Hazaras).³² Depuis l'arrestation de nombreux anciens talibans «modérés», on constate une radicalisation du mouvement: leurs successeurs sont pour la plupart jeunes, plus radicaux et ne craignent pas la violence.³³

Les talibans ont développé une considérable capacité d'adaptation aux situations locales et s'approchent avec habileté des régions tribales. Ils ont fortement décentralisé leurs troupes et tentent parallèlement de préserver un certain contrôle sur tous leurs fronts et dans tout le pays. L'exécution d'attentats de plus en plus minutieusement préparés indique que de nouvelles stratégies sont élaborées par les diri-

²⁸ Hekmatyars Hezb-e Islami est le numéro deux des groupements hostiles au gouvernement. Il est plus faible que les talibans bien que techniquement et du point de vue tactique, il se soit fortement professionnalisé et développé depuis 2006. Sa plus grande faiblesse réside dans le manque de moyens financiers et de moyens logistiques qui le rendent dépendant des talibans. Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better*, juin 2009, p. 10.

²⁹ Le réseau d'Haqqani opère le long de la frontière afghane et pakistanaise. Ce groupe est considéré comme le réseau pro-pakistanaise le plus efficace et il entretient des relations avec Al-Qaïda. Il est également parvenu à s'installer assez rapidement dans des régions qui ne font pas partie de son territoire d'origine (Loya Paktia). Des spécialistes pensent que le réseau Haqqani a déjà envoyé plusieurs équipes de kamikazes dans la capitale. Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better*, juin 2009, p. 7. NZZ online, *Fünf Selbstmordattentäter in Kabul verhaftet*, 8 avril 2010: www.nzz.ch.

³⁰ UNAMA, *Afghanistan: Annual report on protection of civilians in armed conflict*, 2009, janvier 2010, Executive Summary et p. 1: <http://unama.unmissions.org>.

³¹ Center for Security Studies (CSS) ETH Zürich, *Strategic Trends 2010 – Key Developments in Global Affairs*, février 2010, p. 50: www.sta.ethz.ch/Strategic-Trends-2010.

³² Des milliers d'anciens commandants vivent dans le nord, ce qui représente un fort potentiel de déstabilisation. Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better*, juin 2009, p. 9.

³³ IRIN News, *Taliban terror campaign steps up a gear in Kandahar*, 12 mai 2010: www.unhcr.org.

geants et transmises sur les fronts.³⁴ Les opérations de plus en plus complexes sont menées par des groupes bien coordonnés en lien avec quelques kamikazes. La plupart des victimes des talibans sont tués lors d'attaques à la bombe, mais aussi au travers d'assassinats ciblés, suite à des menaces, des intimidations, ou encore au travers d'exécutions, de décapitations et de pendaisons. Les exécutions ont surtout eu lieu dans le sud, le sud-est et le centre de l'Afghanistan.³⁵ Début mai 2010, les talibans ont annoncé qu'ils allaient mener une opération nommée «El Faath» («la victoire») contre des étrangers tels que les diplomates, les entreprises et les soldats étrangers, mais aussi contre des membres du gouvernement afghan.³⁶ En décembre 2009, les services secrets américains estimaient que les talibans avaient installé leurs propres gouverneurs dans 33 des 34 provinces du pays.³⁷ De son côté, Antonio Giustozzi pense que les talibans ne dépensent pas plus de 70 à 80 millions de dollars par an pour leurs opérations et leurs mouvements. Certains indices laissent à penser qu'ils constitueraient des réserves financières ce qui leur assurerait à l'avenir une plus grande indépendance.³⁸

En 2009, les talibans ont effectué une restructuration interne et organisé un système qui s'appuie davantage sur le mérite. L'exécution de certains membres indisciplinés semble avoir amélioré la discipline au sein du mouvement. Au cours des deux à trois ans passés, le mollah Omar a tenté de mettre en place une ligne plus modérée au sein du mouvement. En juillet 2009, il a fait connaître un nouveau code de comportements qui appelle les membres des talibans à éviter de faire des victimes civiles et à limiter les attentats suicide. Mais ces mesures ne visent probablement qu'à une amélioration de l'image du mouvement.³⁹

Les forces de sécurité afghanes. Malgré sa priorité sur tous les autres développements, celui des forces de sécurité n'avance que très lentement. Le manque chronique de formateurs, l'insuffisance des recrutements, les mauvais ou les faux équipements, les carences en matière de logistique, un commandement inconsistant et une morale désastreuse affaiblissent l'Armée nationale afghane (ANA) autant que la Police nationale afghane (PNA). Selon les estimations d'experts, entre 70 et 90 pour cent des soldats ne savent ni lire ni écrire. On suppose en outre qu'une grande partie des membres de l'armée consommerait des drogues. Tout comme la justice, la police est considérée comme l'institution la plus corrompue de l'Etat afghan.⁴⁰ L'ANA continue à être accusée de participer à des enlèvements, des chantages et de se livrer à la contrebande.⁴¹

D'après un rapport de l'*International Crisis Group*, l'ANA est très fragmentée. Les carences chroniques en matière de structures, ainsi qu'une forte division par ethnies et par partis, en particulier au sein du ministère de la Défense, ont pour effet que l'ANA n'est toujours pas en mesure d'opérer de manière indépendante. La rapide

³⁴ Antonio Giustozzi, Conclusions, in: Antonio Giustozzi (Ed.), *Decoding the New Taliban – Insights from the Afghan Field*, 2009, p. 293–295.

³⁵ UNAMA, Annual report, p. 10–12. Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010.

³⁶ Reuters, Taliban drohen mit Welle von Selbstmordanschlägen, 9 mai 2010: <http://de.reuters.com>.

³⁷ Financial Times Deutschland, Taliban bauen Schattenregierung auf, 17 février 2010: www.ftd.de. UNAMA, Annual report, p. 1.

³⁸ Antonio Giustozzi, Conclusions, 2009, p. 296–297.

³⁹ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 17. UNAMA, Annual report, p. 2.

⁴⁰ International Crisis Group, Elections, 25 novembre 2009, p. 6. International Crisis Group, A Force in Fragments, 12 mai 2010, p. i–iii, 2 et 16–19.

⁴¹ General Assembly Security Council, 10 mars 2010, p. 8.

augmentation du nombre des troupes a diminué la qualité opérationnelle de l'armée. Alors qu'en mai 2009, 47 unités étaient capables d'agir indépendamment, elles n'étaient plus que 44 en septembre 2009 et plus que 34 en décembre de la même année. A ce jour, la plupart des unités de l'ANA ne sont que partiellement opérationnelles.⁴²

Malgré cela, la communauté internationale s'est engagée à la Conférence de Londres à soutenir d'ici octobre 2011 le développement de l'ANA à un effectif de 171'600 personnes et celui de la PNA à 134'000 personnes.⁴³ Pourtant, l'amélioration de la qualité des forces déjà existantes serait plus importante que l'augmentation du nombre des troupes. D'autre part, le besoin en recrues dépasse de loin les moyens à disposition. Si aucune stratégie à long terme n'est mise en place, le risque que l'ANA s'effondre après le retrait des troupes internationales est élevé.⁴⁴

Les forces de sécurité internationales. En juillet 2010, plus de 119'000 troupes étrangères se trouvaient sur le sol afghan.⁴⁵ Toutefois, on enregistre une rapide augmentation du nombre de soldats de l'OTAN morts au combat: en 2009, 521 d'entre eux ont perdu la vie, en 2008, ils étaient 295. En 2010, 419 soldats sont déjà morts.⁴⁶ Dans le sud du pays, l'opération «Moshtarak» qui ne devait être que le début d'une intervention de grande envergure, est aujourd'hui considérée comme un échec⁴⁷: plus d'un tiers des 13 districts de la province d'Helmand se trouvaient encore sous le contrôle des talibans après cette opération. Dans les autres districts, ceux-ci sont encore présents.⁴⁸ Le 10 juin 2010, le général McChrystal a communiqué le retard de l'offensive «Hamkari» (collaboration) à Kandahar motivé par la nécessité de gagner d'abord la confiance des habitants de la province.⁴⁹

Du côté des forces internationales, ce sont les attaques aériennes qui ont causé la plupart des décès parmi la population civile. Depuis août 2009, deux d'entre elles ont été particulièrement meurtrières: le 4 septembre à Kunduz (74 civils tués)⁵⁰ et le 21 février 2010 à Uruzgan (27 civils tués)⁵¹. Les «incidents» de ce type ont beaucoup affaibli la confiance de la population afghane dans les troupes internationales. De plus, les camps militaires se trouvent souvent à proximité de quartiers habités ce

⁴² Selon l'ICG, l'ANA est divisée en quatre factions: les Pachtounes sont alliés au ministre de la Défense, Abdul Rahim Wardak, ou aux Mahaz-e Melliy-e Islami Afghanistan, les tadjikes au commandant en chef de l'armée, le général Bismillah Khan, ou aux Shuray-e Nazar, les Ouzbèques au lieutenant général Hamayoun Fouzi, directeur délégué aux affaires du personnel et de formation, et les Hazaras au lieutenant général Baz Mohammad Jawhari, directeur délégué pour le matériel et les technologies au ministère de la Défense. International Crisis Group, *A Force in Fragments*, 12 mai 2010, p. i–iii, 10–11 et 21.

⁴³ UNAMA, *Communiqué of the London Conference*, 28 janvier 2010.

⁴⁴ International Crisis Group, *A Force in Fragments*, 12 mai 2010, p. i–iii.

⁴⁵ Site Internet de l'ISAF, 27 juillet 2010: www.isaf.nato.int.

⁴⁶ Operation Enduring Freedom, *Coalition Military Fatalities per year*, 8 août 2010: www.icasualties.org/oef/.

⁴⁷ Selon un rapport de l'ICOS, 67 pour cent des afghans pensent que l'OTAN et le gouvernement afghan ne gagneront pas la guerre. 71 pour cent souhaiteraient que l'OTAN se retire des territoires. 97 pour cent affirment que cette opération a déclenché de nouvelles vagues de déplacements internes sans que la communauté internationale ne leur apporte une aide suffisante. ICOS, *Operation Moshtarak: Lessons Learned*, mars 2010.

⁴⁸ NZZ, *Gemischte Bilanz in Helmand*, 23 mars 2010, p. 5.

⁴⁹ Focus online, *Nato räumt Rückschläge im Kampf gegen Taliban ein*, 10 juin 2010: www.focus.de. Welt online, *Afghanistan wird zum Albtraum des Westens*, 13 juin 2010.

⁵⁰ UNAMA, *Annual report*, p. 17–19.

⁵¹ Focus online, *NATO-Luftangriff – über 20 zivile Opfer*, 22 février 2010: www.focus.de. NZZ, *Luftangriff in Afghanistan untersucht*, 31 mai 2010, p. 2.

qui, lors d'attaques, entraîne la mort de civils et la destruction des moyens d'existence de nombreux habitants. Les troupes internationales manquent de mécanismes cohérents et efficaces pour enquêter sur ces événements, ainsi que d'un système de dédommagement pour les proches des victimes.⁵²

Selon les informations de *Human Rights Watch*, les troupes internationales continuent d'employer trop souvent une violence excessive lors de leurs perquisitions, en particulier la nuit où elles opèrent avec un manque extrême de sensibilité culturelle. Ces comportements ont provoqué des réactions comme par exemple le 12 janvier 2010, dans le district de Garmsir, province de Helmand, ou encore à la mi-mai dans la province de Nangarhar. Ces manifestations ont réuni à chaque fois de plusieurs centaines jusqu'à un millier de civils.⁵³

Les milices et les seigneurs de guerre locaux. Les seigneurs de guerre locaux continuent à maintenir leurs positions grâce aux intimidations et à l'usage de la violence à l'encontre des populations.⁵⁴ Les commandants et seigneurs de guerre locaux ont largement profité de l'absence de lois et de l'impunité générale ainsi que de la corruption. Grâce à leurs malversations illégales et à leurs réseaux de contrebande, ils se sont enrichis jusqu'à devenir millionnaires.⁵⁵

La tentative avortée de désarmement et l'échec des programmes de réintégration, ainsi que la propagation des armes qui atteignent Kaboul par l'étranger, encouragent l'économie grise et renforcent les réseaux de patronage existants.⁵⁶ A plusieurs reprises, le gouvernement afghan a essayé de recruter des milices locales pour assurer la sécurité dans des régions où les combats faisaient rage. Les troupes internationales continuent de soutenir les milices organisées qui luttent contre les groupes rebelles. Dans les deux cas, on ne sait pas vraiment par qui ces milices doivent être contrôlées. A Wardak, les premières difficultés sérieuses sont apparues lors de la mise en œuvre d'un projet pilote.⁵⁷

On sait entre-temps que même les USA paient les seigneurs de guerre par la distribution de nombreux mandats de protection à des entreprises privées et qu'ils financent aussi indirectement les talibans. Près de deux millions de dollars iraient chaque semaine dans les caisses de guerre des talibans.⁵⁸

Sécurité et trafic de drogue. Selon les informations de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Afghanistan n'est pas seulement le plus gros producteur d'opium au monde, mais celui aussi de hachich. Au total, le pays produit chaque année entre 1500 et 3000 tonnes de drogue. Le hachich est cultivé à grande échelle dans 17 des 34 provinces du pays.⁵⁹

⁵² UNAMA, Annual report, Executive Summary. Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

⁵³ Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010. Institute for War and Peace Reporting (IWPR), Garmsir Protest Shows Taleban Reach, 14 janvier 2010: www.unhcr.org. Focus online, Grossdemonstration gegen Nato-Einsatz fordert acht Tote, 14 mai 2010: www.focus.de.

⁵⁴ Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010.

⁵⁵ International Crisis Group, Elections, 25 novembre 2009, p. 15–18.

⁵⁶ International Crisis Group, A Force in Fragments, 12 mai 2010, p. i–iii.

⁵⁷ UNAMA, Annual report, p. 3. Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 11.

⁵⁸ Spiegel online, US-Militär zahlt Schutzgelder an Warlords, 22 juin 2010: www.spiegel.de. NZZ, Kabul soll selbst für Sicherheit sorgen, 21 juillet 2010, p. 3.

⁵⁹ United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan cannabis survey 2009, avril 2010: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_Cannabis_Survey_2009.pdf. UNODC, Afghanistan leads in hashish production, 31 mars 2010: www.unodc.org.

Une étude de l'ONU a montré que les efforts de ces dernières années visant à faire diminuer la culture du pavot ont échoué. Après avoir freiné pendant deux ans la production, les paysans auraient recommencé à cultiver autant d'opium qu'auparavant. Les opérations de destruction des forces armées américaines et de l'OTAN ont surtout eu pour effet de pousser les paysans à se rapprocher des talibans. Forts de ce constat, en 2009 les Etats-Unis ont pris leur distance face à cette politique; toutefois, au travers de l'opération «Moushtarak» ils ont recommencé les combats dans une des régions les plus productives en opium.⁶⁰

Au nord, au nord-est et dans les provinces du centre et de l'ouest, la situation sécuritaire s'est aggravée de façon radicale. En avril 2010, les organisations de l'ONU n'avaient plus accès qu'à 50 pour cent du pays. Les groupes rebelles antigouvernementaux sont aujourd'hui en mesure d'attaquer même des positions clés dans le centre-ville de Kaboul.⁶¹

Est et sud. De très nombreux meurtres, menaces, intimidations et attentats à la bombe affectent la situation sécuritaire dans les provinces du sud et de l'est du pays.⁶² Depuis le début des offensives dans le sud de l'Afghanistan, la situation sécuritaire s'est dramatiquement détériorée. Elle est encore plus grave à Helmand, Kunar, Ghazni, Kandahar et Khost. La route entre Lashkar Gah et Kandahar est fréquemment impraticable.⁶³ A côté des talibans et du réseau Haqqni, les Hekmatyars Hezb-e Islami qui opèrent surtout dans l'est et dans quelques régions du nord sont considérés comme l'un des adversaires les plus féroces du gouvernement et des troupes de l'OTAN.⁶⁴ En avril 2010, en réaction à l'augmentation de la violence, l'ONU a provisoirement retiré ses collaborateurs de la province de Kandahar,⁶⁵ dont le nord, l'est et l'ouest sont de facto sous contrôle des talibans.⁶⁶

Nord. La situation sécuritaire dans le nord et le nord-ouest du pays s'est considérablement dégradée depuis août 2009, en particulier le long des routes d'approvisionnement des troupes étrangères, à la frontière du Tadjikistan, où de nombreux attentats ont lieu. Parmi les assaillants qui ont été tués se trouveraient souvent des personnes de nationalité étrangère (nord du Caucase).⁶⁷ En dehors de Kunduz, la situation s'est également aggravée à Faryab, Takhar, Baghlan (en particulier la route de Pul-e Khumri à Mazar-e Sharif, ainsi que celle de Badakhshan à Kaboul).⁶⁸ Bien qu'au nord du pays, la plupart des recrues des talibans soient des Pachtounes, le mouvement est parvenu à recruter également des Tadjikes dans les provinces de Baghlan, Takhar et de Badakhshan.⁶⁹ Les troupes de l'OTAN vont sans doute être massivement renforcées dans la région.⁷⁰

⁶⁰ Radio Free Europe/Radio Liberty, Afghanistan says ready if thousands flee assault, 10 février 2010: www.unhcr.org. ICOS, Operation Moshtarak: Lessons Learned, mars 2010, p. 19–21.

⁶¹ Norwegian Refugee Council, avril 2010, p. 8 et 15.

⁶² IRIN News, Taliban terror campaign steps up a gear in Kandahar, 12 mai 2010.

⁶³ ICOS, Operation Moshtarak: Lessons Learned, mars 2010, p. 19.

⁶⁴ Reuters, Afghanistan verhandelt mit Hesb-i-Islami-Aufständischen, 22 mars 2010: <http://de.reuters.com>.

⁶⁵ NZZ, Ahmed Wali Karzai ist ein fragwürdiger Verbündeter, 4 mai 2010, p. 7. IRIN News, Taliban terror campaign steps up a gear in Kandahar, 12 mai 2010.

⁶⁶ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 18.

⁶⁷ EurasiaNet, Taliban operating close to Afghan-Tajik border, 6 janvier 2010: www.unhcr.org.

⁶⁸ ANSO, The ANSO Report Nr. 53, 1–15 juillet 2010, et ANSO Quarterly Data Report, 1^{er} janvier au 30 juin 2010: www.afgnsa.org.

⁶⁹ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 5.

⁷⁰ Zeit online, Neuer Angriff auf Bundeswehr in Afghanistan, 16 mai 2010: www.zeit.de.

Ouest. Dans les provinces de Hérat et de Baghdis, les talibans ont réussi à mobiliser de nombreux Pachtounes. Mais ils ont également réussi à recruter dans la ville d'Hérat d'anciens commandants tadjikes des Jamiat-e Islami.⁷¹ A Farah et Badghis, la situation s'est également aggravée. Dans le cadre de la préparation des élections législatives, de nombreux actes de violences ont été commis à Hérat.⁷²

Kaboul et centre du pays. Malgré d'importantes mesures de sécurité, le gouvernement afghan n'est pas parvenu à empêcher que des attentats aient lieu lors de la Jirga de la paix et de la Conférence de Kaboul. Des rebelles ont entre-temps réussi à s'infiltrer dans les provinces de Wardak, de Parwan, de Kaboul et de Kapisa. A Parwan, des actes de violences liés aux prochaines élections législatives ont également eu lieu. Des bandes de criminels et des groupements rebelles continuent à procéder à des enlèvements pour obtenir des rançons.⁷³

Pakistan. D'après une étude de Matt Waldman, financée par la *London School of Economics*, le Pakistan n'entraîne pas seulement les talibans, mais aussi les Quetta-Shura⁷⁴ et exerce ainsi une influence considérable sur les opérations menées en Afghanistan. Toujours selon cette étude, le soutien des talibans est accepté au plus haut niveau du gouvernement pakistanais. Les services de renseignement du Pakistan, ISI, considère le soutien des talibans comme faisant partie de sa «politique officielle». Dès lors, il paraît clair qu'aucun progrès ne sera réalisé en Afghanistan si le Pakistan ne change pas de position.⁷⁵ Les Etats-Unis quant à eux manquent d'une stratégie claire à l'égard d'Islamabad.⁷⁶

La manière de procéder du gouvernement pakistanais et des forces de sécurité contre les talibans est extrêmement sélective et vise presque uniquement les talibans pakistanais comme la faction Mehsud.⁷⁷ L'arrestation de Baradar a clairement montré que le Pakistan n'agit contre les talibans pakistanais que lorsqu'il y trouve un avantage.⁷⁸ Tout semble indiquer qu'à l'avenir, le Pakistan ne jouera pas de rôle constructif dans la région.⁷⁹

Perspectives. L'offensive «Hamkar» (collaboration) qui débute actuellement à Kandahar ne va pas apporter de grands changements dans la lutte contre les talibans. Il est plus probable que cette offensive leur permette, comme durant l'offensive à Helmand, de renforcer nettement leurs rangs. Pour une «solution» politique du conflit, il faudrait à tout prix éviter que la population, en particulier les femmes et les jeunes filles, aient le sentiment que les combattants rebelles sortent «victorieux» du conflit malgré tous les actes de violence commis. Sans processus de réconciliation, aucune paix durable ne pourra être mise en place.⁸⁰

⁷¹ Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better*, juin 2009, p. 9.

⁷² ANSO, *ANSO Quarterly Data Report*. ANSO, *The ANSO Report* Nr. 54, 16–31 juillet 2010.

⁷³ Human Rights Watch, *Country Summary*, janvier 2010. ANSO, *The ANSO Report* Nr. 54.

⁷⁴ La Quetta-Shura correspond au Conseil le plus élevé des dirigeants et en l'occurrence, à la tête des talibans.

⁷⁵ Matt Waldman, *The Sun in the Sky: The relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Discussion Paper 18, London School of Economics, Crisis States Research Centre, juin 2010: www.crisisstates.com/download/dp/DP%2018.pdf.

⁷⁶ CSS ETH Zürich, *Strategic Trends 2010*, février 2010, p. 48, 54.

⁷⁷ Antonio Giustozzi, *Getting worse before getting better*, juin 2009, p. 12. CSS ETH Zürich, *Strategic Trends 2010*, février 2010, p. 55–56.

⁷⁸ NZZ, *Umstrittene Rolle Pakistans in Afghanistan*, 25 mars 2010, p. 3.

⁷⁹ NZZ, *Pakistan bietet sich als Vermittler an*, 26 février 2010, p. 3.

⁸⁰ ANSO, *Quarterly Data Report*, p. 2. Human Rights Watch, *The Ten-Dollar Talib and Women's Rights*, 2010: www.hrw.org/de/reports/2010/07/13/ten-dollar-talib-and-women-s-rights-0.

4 Constitution et système juridique

La communauté internationale et le gouvernement afghan ne sont pas parvenus à assurer à la population l'accès à une justice indépendante. Le ministère allemand des Affaires étrangères qualifie «d'insuffisant» l'état d'avancement de la réforme de la justice afghane. Les causes sont à rechercher dans la faiblesse des institutions, l'inadéquation des infrastructures, le manque de ressources, le manque de formation adéquate des juges et des avocats tant dans le domaine du droit séculaire que dans celui du droit islamique. La corruption, également très répandue dans la magistrature, les chefs locaux ou les membres de clans qui se mêlent de justice, l'absence de tout contrôle et de programmes de protection des témoins contribuent à ce que la population afghane soit profondément méfiante à l'égard du système judiciaire. Dans les tribunaux, les procédures n'atteignent toujours pas les standards internationaux: les arrestations arbitraires continuent d'être pratiquées, les prévenus n'ont quasiment pas accès à leur représentant juridique et sont condamnés malgré le manque de preuves ou suite à des déclarations extraites sous torture.⁸¹

Près de 80 pour cent des cas sont traités par des tribunaux traditionnels. Parmi eux, on compte les conseils des anciens dans les clans et les tribunaux des talibans à qui la population afghane accorde davantage de confiance qu'aux tribunaux de l'Etat.⁸² Une étude de l'*Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU)*, effectuée en décembre 2009, a confirmé que les femmes ont plus facilement accès aux services de médiation des communes qu'aux organes de la justice. Toutefois, ces services sont fortement empreints de paternalisme ce qui désavantage par conséquent les femmes.⁸³

L'*Action Plan on Peace, Justice and Reconciliation* de 2005 s'est achevé en mars 2009. Le gouvernement afghan a entrepris peu de choses pour le mettre en œuvre. Bien que la plupart des objectifs n'aient pas été atteints, le plan n'a pas été prolongé. Le fait que le gouvernement afghan ne soit pas parvenu en plus de trente ans à répondre aux besoins des victimes de violations des droits humains, n'a fait que grossir les rangs des groupements rebelles et pérenniser l'insécurité générale.⁸⁴

La très controversée loi d'amnistie qui a été passée par les deux Chambres du Parlement en 2007, a été discrètement mise en vigueur fin 2009 par le gouvernement afghan, bien que le président Karzaï ait à plusieurs reprises promis d'empêcher cela. Cette loi ne garantit pas seulement l'impunité pour les crimes commis ces trente dernières années, mais le fait que Karzaï ait quasi parallèlement lancé l'idée de la création d'un fonds de réintégration des talibans, semble indiquer que cette loi sera également appliquée pour les crimes actuels et ceux à venir. Dans les cas d'abandon des combats, les membres des groupements rebelles doivent être sûrs

⁸¹ Finanznachrichten, Bundesregierung zieht Bilanz zur Justizreform in Afghanistan, 1^{er} mars 2010: www.finanznachrichten.de. Emily Winterbotham, *The State of Transitional Justice in Afghanistan – Actors, Approaches and Challenges*, AREU Discussion Paper, avril 2010, p. 19: www.areu.org.af. Human Rights Watch, *Afghanistan: Repeal Amnesty Law*, 10 mars 2010: www.hrw.org/en/news/2010/03/10/afghanistan-repeal-amnesty-law. Amnesty International, *Report 2010*, 28 mai 2010.

⁸² Finanznachrichten, Bundesregierung zieht Bilanz zur Justizreform in Afghanistan, 1^{er} mars 2010.

⁸³ Deborah J. Smith and Jay Lamey, *A Holistic Justice System for Afghanistan*, *Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU)*, Policy Note Series, décembre 2009: www.areu.org.af.

⁸⁴ Emily Winterbotham, p. 7 et 30–31. Human Rights Watch, *Country Summary*, janvier 2010. IRIN, *Justice action plan heading for oblivion*, 14 avril 2010: www.unhcr.org.

de ne pas être poursuivis par la justice.⁸⁵ Une étude de l'organisation afghane de défense des droits de l'homme, l'AIHRC, a dévoilé qu'une grande majorité de la population souhaite que les actes criminels et les crimes contre l'humanité soient poursuivis. En outre, «tout accord de paix» sans travail sur le passé et dans le cas de l'Afghanistan, aussi sur le présent ne pourra être que de courte durée. En apportant son appui au programme de réintégration des talibans, la communauté internationale se positionne une fois de plus aux côtés des chefs de guerre et des membres des groupes rebelles qui «souhaitent une réconciliation» plutôt qu'aux côtés du peuple afghan.⁸⁶

Détention des proches d'un inculpé. Il arrive que les proches d'un inculpé soient jugés à sa place.⁸⁷

Les talibans. Le climat d'impunité, le manque de confiance de la population dans la justice et la frustration générée par les très longs procès ont pour effet, en particulier dans le sud du pays, que la population s'adresse plutôt aux talibans connus pour la rapidité de leurs procédures et acceptent par défaut la sévérité de l'application de la charia.⁸⁸

Peine de mort. En 2009, 133 personnes ont été condamnées à mort par les tribunaux afghans; 24 jugements ont été confirmés par la Cour suprême. Au total, au moins 375 personnes condamnées à mort attendent leur exécution.⁸⁹

Conditions de détention. Malgré les efforts des autorités, les conditions de détentions ne correspondent pas aux standards internationaux: cellules surpeuplées, installations sanitaires insuffisantes, manque de nourriture, d'eau et de couvertures font partie de la vie quotidienne en prison. Les enfants de moins de six ans doivent vivre avec leur mère en prison.⁹⁰ L'UNAMA s'est montrée préoccupée par les prisonniers retenus par les forces américaines et les services secrets afghans, NDS. Très peu d'informations circulent sur leurs conditions de détention et sur les traitements qu'ils subissent en prison.⁹¹

Bagram. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a communiqué au mois de mai 2010 qu'il existe à Bagram une deuxième prison des forces américaines. On estime à 700 le nombre de personnes actuellement emprisonnées pour une durée indéterminée sans inculpation et sans procès.⁹²

⁸⁵ Avec la publication dans l'Official Gazette (No 965), fin 2009, la loi est entrée en vigueur sans la signature du président. Emily Winterbotham, p. 9–10. IRIN News, Human rights under pressure, 25 mars 2010: www.unhcr.org.

⁸⁶ Human Rights Watch, Afghanistan: Repeal Amnesty Law, 10 mars 2010. Emily Winterbotham, p. 15–17.

⁸⁷ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

⁸⁸ Emily Winterbotham, p. 12. Deborah J. Smith and Jay Lamey, A Holistic Justice System.

⁸⁹ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

⁹⁰ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010: www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2009/sca/136084.htm.

⁹¹ UNAMA, Annual report, p. 5.

⁹² Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010. BBC, Red Cross confirms second jail at Bagram, 11 mai 2010: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8674179.stm>.

5 Situation des droits humains: catégories de personnes en danger

Parmi les personnes particulièrement mises en danger par les acteurs gouvernementaux, non-gouvernementaux et internationaux en 2010, nous recensons les groupes de personnes suivants:

Les collaborateurs des ONG. Les collaborateurs des organisations non-gouvernementales et de l'ONU continuent d'être menacés, harcelés ou tués. En 2009, 172 agressions contre des ONG et leurs collaborateurs ont été enregistrées. Elles ont fait 19 morts. 59 personnes ont par ailleurs été enlevées. En mars 2009 seulement, 19 convois d'aide ont été attaqués et pillés.⁹³ Le 28 octobre 2009, cinq membres de l'ONU ont été tués lors de l'attaque d'une guesthouse. Suite à cet événement, l'ONU a retiré 600 de ses collaborateurs d'Afghanistan. Les personnes qui travaillent dans la construction de routes ou dans le déminage font aussi partie des cibles des groupes rebelles.⁹⁴

Les journalistes. Les journalistes critiques continuent à être empêchés de faire leur travail. Ils sont menacés, harcelés et victimes de violences, ce qui engendre de plus en plus d'autocensure. Selon les informations de *Human Rights Watch*, en 2009, des douzaines de journalistes ont été détenus par les forces de sécurité afghanes pendant des semaines voire des mois, certains d'entre eux sans inculpation. Les groupements rebelles s'en prennent aux journalistes avec des menaces, des attaques à l'acide et des enlèvements. De nombreux journalistes étrangers ont été enlevés, même si la plupart ont été ensuite relâchés. Le gouvernement afghan n'a pas jugé nécessaire d'enquêter sur les assassinats et les agressions de journalistes.⁹⁵

Les femmes. Les femmes afghanes qui s'engagent dans la vie publique sont menacées, harcelées, discriminées et subissent des intimidations et des agressions. Au cours des dernières années, nombre d'entre elles ont perdu la vie. Le gouvernement afghan n'a pas jugé utile d'engager des poursuites pénales contre les meurtriers de Sitara Achakzai, de Malalai Kakar, de Zakia Zaki et de Safia Amajan. En 2010, de nombreux attentats ont à nouveau eu lieu contre des femmes. Le gouvernement afghan, ainsi que les troupes internationales se sont montrés incapables de protéger efficacement les femmes participant à la vie publique. Dans les régions où les groupes rebelles gagnent en pouvoir, les restrictions ont considérablement augmenté dans la vie quotidienne des femmes.⁹⁶

En Afghanistan, les discriminations des femmes et des jeunes filles sont très répandues et selon l'AIHCR, la violence qui leur est faite reste un des problèmes essentiels dans le pays. Les femmes ont été victimes de violences domestiques, d'enlèvements, de viols, d'agressions sexuelles, ainsi que de la traite des êtres humains. Il est courant que les femmes et les jeunes filles soient utilisées comme

⁹³ UNAMA, Annual report, p. 4. Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010. IRIN, Warning over heightened risk to NGO staff in 2010, 20 janvier 2010: www.unhcr.org.

⁹⁴ Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010. UNAMA, Annual report, Executive Summary. Quqnoos, Four Construction Workers Die in Paktika, 12 juin 2010.

⁹⁵ Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010. UNAMA, Annual report, p. 14–15. Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

⁹⁶ Human Rights Watch, The Ten-Dollar Talib and Women's Rights, p. 5, 24 et 33. Amnesty International, Attack on Afghan female politician, 8 avril 2010. UNAMA, Annual report, p. 4.

monnaie d'échange pour arbitrer des conflits ou payer des dettes. Les mariages forcés de mineures sont également très fréquents. Dans la plupart des cas, le gouvernement n'a pas été en mesure de poursuivre les coupables.⁹⁷ De plus, les femmes ont difficilement ou pas du tout accès aux institutions fondamentales, comme, par exemple, les centres sanitaires.⁹⁸ Dans les provinces d'Hérat, de Paktia et de Kandahar, les cas d'empoisonnement ou d'immolation se sont fortement multipliés.⁹⁹

Les personnes qui travaillent dans le secteur de la santé. Les attaques contre les établissements de santé ont beaucoup augmenté depuis août 2008: certains d'entre eux ont été incendiés, pillés ou ont dû fermer leurs portes suite à des menaces. Le personnel médical a subi des intimidations, des enlèvements et même des meurtres. La majorité de ces attaques est commise par les groupes rebelles. L'UNAMA a toutefois rapporté aussi des situations où les forces de sécurité nationales et internationales n'ont pas respecté la neutralité des établissements de santé, ce qui représente une grave violation des standards internationaux.¹⁰⁰

Les anciens membres de la DVPA/du gouvernement. Les anciens hauts membres de la DVPA qui ont commis autrefois des violations des droits humains sont exposés maintenant aux agressions de leurs victimes.¹⁰¹

Les minorités d'une région. Les minorités ethniques sont discriminées, souvent au niveau économique également. Il y a eu des tensions entre les Pachtounes et les non-Pachtounes. Les Hazaras aussi ont subi des discriminations.¹⁰² Dans le cadre des élections présidentielles, des tensions sont apparues en septembre 2009 dans la province de Balkh entre les Pachtounes et les Tadjikes. Les Ouzbèques et les Hazaras ont fait l'objet de pressions de la part des deux candidats aux présidentielles.¹⁰³

Les professeurs et les élèves. En 2009, la violence contre les écoles a rejoint un niveau extrêmement important avec plus de 600 agressions recensées.¹⁰⁴ Au total, 458 écoles ont dû fermer leurs portes, notamment dans le sud du pays, suite aux attaques des groupes rebelles.¹⁰⁵ Des écoles ont été pillées, détruites, puis incendiées. Les professeurs et les élèves ont été menacés, aspergés d'acide, assaillis au

⁹⁷ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010. AIHRC, Annual Report, p. 43–44.

⁹⁸ Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Global Overview of Trends and Developments in 2009 – Afghanistan, 17 mai 2010: www.unhcr.org/refworld/pdfid/4bf252560.pdf.

⁹⁹ IRIN, Women's rights trampled despite new law, 8 mars 2010: www.unhcr.org. IWPR, Female Suicide on rise in Herat, 16 juin 2010: www.iwpr.net. A Herat, 90 immolations ont été enregistrées en onze mois; 55 femmes en sont mortes. Quqnoos, Women Self-Immolation Surges in Paktia, 14 avril 2010: <http://quqnoos.com>.

¹⁰⁰ Special Representative of the Secretary-General for children and armed conflict, Mission Report – 20–26 février 2010, p. 10: <http://unama.unmissions.org>. Norwegian Refugee Council, p. 6, 15 avril 2010. Il s'agissait en l'occurrence d'une attaque aérienne, ainsi que de perquisitions ou d'occupations d'établissements de santé. UNAMA, Annual report, Executive Summary et p. 12, 21–22.

¹⁰¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, p. 29–30.

¹⁰² US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

¹⁰³ Minority Rights Group International, State of the World's Minorities and Indigenous Peoples 2010 – Afghanistan, 1^{er} juillet 2010: www.unhcr.org.

¹⁰⁴ UNAMA, UN Press Release: UN report welcomes Afghan Government's commitment to protect children from armed conflict, 2 mai 2010: <http://unama.unmissions.org>.

¹⁰⁵ UNAMA, Annual report, p. 4. Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

gaz toxiques et assassinés.¹⁰⁶ En 2010 des écoles de jeunes filles ont été attaquées au gaz à Kaboul, à Kunduz et à Ghazni.¹⁰⁷

Les personnes converties. En Afghanistan, la conversion est sanctionnée par la peine de mort.¹⁰⁸ Début juin, des ONG internationales ont été accusées d'avoir tenté de convertir de très nombreux musulmans au christianisme. Une procédure sur ces faits est actuellement en cours.¹⁰⁹

Les homosexuels. En Afghanistan, les homosexuels sont sanctionnés par la peine de mort.¹¹⁰

Les Hindous, les Sikhs et les membres de la communauté des Bahaïs. Dans leur vie quotidienne, tous les non-musulmans sont exposés aux discriminations, à la haine et à des préjudices divers et ne se sentent pas protégés par l'Etat. Une partie du quartier sikh de Kart-e Parwan à Kaboul a été rasé par des bulldozers. Le mur de protection devant le Gurdwara, lieu de prière des sikhs, a également été détruit.¹¹¹

Les religieux modérés et les chefs de clans. Dans le sud, le sud-est et le centre de l'Afghanistan, les talibans ont tué des chefs de clans, des membres anciens et respectés de communes et des religieux favorables au gouvernement pour affaiblir le soutien des autorités afghanes dans ces régions et pour détruire les structures claniques des groupes qui appuient le gouvernement.¹¹²

Les fonctionnaires du gouvernement. En 2009, plusieurs fonctionnaires de haut rang ont été la cible de tentatives de meurtres, parmi eux le gouverneur de Kandahar, un parlementaire du district de Paghman à Kaboul, le gouverneur de Farah, l'ancien vice-président, Ahmed Zia Massoud, et l'ancien ministre de l'Energie, Ismael Khan.¹¹³ De nombreux autres fonctionnaires connus ont été assassinés et des institutions du gouvernement attaquées,¹¹⁴ comme à Lashkar Gah¹¹⁵, à Khost¹¹⁶, à Kandahar¹¹⁷ et à Nimruz¹¹⁸.

¹⁰⁶ UN Educational, Scientific and Cultural Organisation, Education under Attack 2010 – Afghanistan, 10 février 2010: www.unhcr.org.

¹⁰⁷ Quqnoos, Girl Students Poisoned in Kabul, 21 avril 2010. Reuters, Erneut Gasanschläge auf Mädchenschulen in Afghanistan, 26 avril 2010. Quqnoos, 17 School Girls Poisoned in Kabul, 4 mai 2010. Deutsche Welle, Wieder Giftgasanschlag auf afghanische Mädchenschule, 12 juin 2010: www.dw-world.de. Quqnoos, Taliban Put Two Schools on Fire in Ghazni, 27 juin 2010. NZZ online, Möglicher Gas-Anschlag auf afghanische Schule, 12 juin 2010: www.nzz.ch

¹⁰⁸ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

¹⁰⁹ IRIN News, Proselytizing charges need fair investigation, 2 juin 2010: www.irinnews.org.

¹¹⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, p. 14–16.

¹¹¹ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

¹¹² UNAMA, Annual report, Executive Summary et p. 12–13. Selon le Ministère de l'Intérieur en 2009, 71 ecclésiastiques ont été tué par des membres des Talibans. Quqnoos, Afghan Tribal Leader Assassinated in Kandahar, 28 avril 2010: <http://quqnoos.com>.

¹¹³ UNAMA, Annual report, p. 13–14.

¹¹⁴ IRIN News, Taliban terror campaign steps up a gear in Kandahar, 12 mai 2010.

¹¹⁵ Institute for War and Peace Reporting, Taleban Raids Show New Battle Tactics, 1^{er} février 2010: www.iwpr.net/report-news/taleban-raids-show-new-battle-tactics.

¹¹⁶ NZZ online, Skepsis Gates' zu Afghanistan, 9 mars 2010: www.nzz.ch.

¹¹⁷ Reuters, Attentäter greifen Geheimdienstbüro in Afghanistan an, 12 avril 2010: <http://de.reuters.com>.

¹¹⁸ Quqnoos, Nimroz Bombings Kill Shura Member, 5 mai 2010: <http://quqnoos.com>.

Les membres de la police et des forces de sécurité dont font aussi partie d'anciens militaires, des collaborateurs des services secrets afghans (NDS) et des personnes qui travaillent pour des entreprises privées de sécurité, mais aussi les traducteurs, les conducteurs de camions et le personnel de sécurité ont tous été en danger d'être agressés et tués.¹¹⁹

Les réfugiés de retour, en particulier les déplacés internes de retour chez eux, ont fréquemment été la cible des groupes rebelles en 2009, car soupçonnés d'être des espions du gouvernement.¹²⁰ Les enlèvements d'Afghans riches ont en outre constitué un sérieux problème en 2009. Ces enlèvements sont fréquents dans les régions du sud, de l'est et du centre du pays et contribuent à l'augmentation de l'insécurité. Les enlèvements sont commis par des bandes de criminels, mais aussi par des groupes rebelles. L'ANP semblerait être incapable ou du moins ne pas vouloir intervenir contre ces kidnappings.¹²¹

Les enfants. Selon les informations de l'*US Department of State*, d'innombrables enfants sont victimes chaque année de la traite d'êtres humains en Afghanistan. Les fillettes et les petits garçons sont contraints à la prostitution ou au travail forcé. Les garçons sont souvent victimes de ce qu'on appelle le «bache bazi» (des garçons gardés presque comme des esclaves par des hommes puissants). Comme il s'agit d'un sujet tabou, le gouvernement afghan n'entreprend pas grand-chose pour punir les violences sexuelles faites aux enfants. Ces derniers sont en outre souvent intégrés à des réseaux professionnels de mendicité et sont contraints d'aller mendier.¹²²

Dans tout le pays, des enfants ont été recrutés de force par des groupes armés, notamment dans le sud, le sud-est et les régions de l'est. Les enfants des déplacés internes sont particulièrement exposés, mais aussi ceux des populations isolées. Les talibans continuent de les utiliser comme kamikazes. L'ANA et l'ANP tentent activement d'empêcher le recrutement des enfants mineurs.¹²³

6 Situation socioéconomique et sanitaire

En 2010, l'Afghanistan est considéré comme le deuxième pays le plus pauvre au monde. Selon les indications de l'*Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU)* plus d'un tiers de la population afghane vit encore dans la pauvreté.¹²⁴ Davantage de personnes meurent des conséquences de la pauvreté que des combats armés. Quelques 1,2 million d'enfants et 550'000 femmes enceintes ou en train d'allaiter sont menacés par la malnutrition, les maladies infectieuses et l'insécurité.¹²⁵ L'accès

¹¹⁹ UNAMA, Annual report, Executive Summary et p. 11–12. Focus online, Autobomben-Anschlag auf Nato-Stützpunkt, 3 mai 2010: www.focus.de. Quqnoos, Suicide Bombers Target Police Station, 17 mai 2010: <http://quqnoos.com>.

¹²⁰ IDMC, Global Overview, 17 mai 2010.

¹²¹ Human Rights Watch, Country Summary, janvier 2010.

¹²² US Department of State, Trafficking in Persons Report 2010 – Afghanistan, 14 juin 2010: www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2010/142759.htm. Special Representative, 20–26 février 2010, p. 9.

¹²³ US Department of State, Trafficking in Persons Report 2010, 14 juin 2010. UNAMA, Annual report, p. 4. Ce projet devrait être difficile à mener puisque moins de 10 pour cent de la population dispose d'un acte de naissance. Special Representative, 20–26 février 2010, p. 3–6.

¹²⁴ Emily Winterbotham, p. 3. Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

¹²⁵ UN News Service, Human rights abuses exacerbating poverty in Afghanistan, UN report finds, 30 mars 2010: www.unhcr.org. UNICEF Press Release: UNICEF appeals for US\$ 28 million to assist Afghan children and women affected by emergency, 4 février 2010: www.unhcr.org.

aux produits alimentaires, à l'eau potable et au logement s'est massivement dégradé depuis le début des luttes armées, en particulier dans le sud et le sud-est du pays.¹²⁶ A Kaboul, le gouvernement n'a pas pu répondre aux besoins engendrés par l'urbanisation, notamment dans le secteur sanitaire, et la situation est de plus en plus préoccupante.¹²⁷

Accès à l'emploi. Selon les informations du Conseil Norvégien pour les Réfugiés, en 2010, le taux de chômage dans le pays s'élève à 40 pour cent. Les jeunes sont les plus touchés puisque, faute d'un revenu, ils ne peuvent pas se marier ni fonder une famille. De ce fait, ils finissent par faire partie d'un des groupes les plus vulnérables de la société afghane. Près de 80 pour cent des personnes qui ont un emploi travaillent dans l'agriculture et l'élevage. La source la plus importante des revenus du pays reste toutefois l'économie grise, en particulier la culture et le trafic du pavot qui, du moins pendant les périodes de récolte, procure du travail à beaucoup d'Afghans. Faute d'investissements, l'économie grise restera une source de revenus essentielle à l'avenir.¹²⁸ Dans ces conditions, la promesse du gouvernement de procurer un emploi aux talibans qui souhaitent réintégrer la société n'est absolument pas réaliste.¹²⁹

Accès au logement. La destruction d'immeubles pendant la guerre, mais aussi les opérations militaires actuelles, les catastrophes naturelles et les occupations illégales de logements par des commandants ou chefs locaux ont occasionné une raréfaction du nombre de logements. Les vagues de réfugiés de retour et la migration croissante vers les grandes villes a encore durci la situation sur le marché du logement. Les réfugiés de retour, les déplacés internes et les foyers gérés par des femmes seules sont les plus concernés par le manque d'hébergements.¹³⁰ En 2009, mais aussi en 2010, beaucoup de familles, en particulier dans le sud, ont perdu leurs biens et leur toit.¹³¹

Accès à l'eau potable et aux produits alimentaires. Dans tout le pays, le manque de produits alimentaires est endémique. Les catastrophes naturelles, de longues années de sécheresse, le prix élevé des produits alimentaires et le conflit armé ont encore aggravé la situation. En janvier 2009, 7,3 millions d'Afghans étaient menacés de famine. La moitié de la population environ est chroniquement sous-alimentée. Au cours de l'année 2009, le *Fonds Alimentaire mondial* de l'ONU a livré de la nourriture à 4,4 millions de personnes dont 80'000 déplacés internes.¹³² D'après l'ONU, seuls 22 pour cent de la population ont accès à l'eau potable.¹³³

Accès à la formation. Selon les informations du ministre de l'Éducation, près de huit millions d'enfants étaient scolarisés en mars 2010, parmi eux, 40 pour cent de filles. Près de cinq millions d'enfants ne vont pas à l'école, ce qui représente environ 43 pour cent de tous les enfants du pays. Les causes en sont la pauvreté des

¹²⁶ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010. UNAMA, Annual report, p. 4. ICRC, Our World Views from the Field – Afghanistan. Opinion Survey, 2009, p. 8.

¹²⁷ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 13.

¹²⁸ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010. Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 1–2.

¹²⁹ ICOS, Operation Moshtarak: Lessons Learned, mars 2010, p. 12.

¹³⁰ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 6.

¹³¹ IDMC, Global Overview, 17 mai 2010.

¹³² Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 6–8.

¹³³ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

familles, la peur des parents de perdre leurs enfants dans une attaque et la fermeture de certaines écoles. Dans les régions en conflit 50 à 80 pour cent des écoles ont dû être fermées.¹³⁴

Accès aux soins médicaux. D'après le ministère allemand des affaires étrangères, les soins médicaux sont «totalement insuffisants et dans de nombreuses parties du pays... quasi inexistantes».¹³⁵ Plus d'un quart des enfants meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans (257 sur 1000) et 165 sur 1000 avant l'âge d'un an. Ces chiffres sont les plus élevés au monde.¹³⁶ De plus, avec 1800 décès pour 100'000 naissances, l'Afghanistan a le taux le plus élevé au monde de mortalité néonatale.¹³⁷ Seuls 14 pour cent des naissances s'effectuent en présence de personnel de santé qualifié. De plus, les adultes comme les enfants souffrent de différentes sortes de maladies psychiques.¹³⁸ La dureté des conditions de vie et le manque d'accès aux soins poussent beaucoup d'Afghans à faire usage de l'automédication, notamment à travers les drogues, pour soulager leurs souffrances quotidiennes. Au cours des cinq dernières années, le nombre de toxicomanes a augmenté drastiquement (augmentation de 53 pour cent chez les personnes dépendantes de l'opium et de 140 pour cent chez les héroïnomanes).¹³⁹

Les terres. Jusqu'ici, le gouvernement afghan s'est montré incapable de restituer les terres aux propriétaires à qui elles avaient été volées. Selon les informations du Conseil Norvégien pour les Réfugiés, l'accès aux terres ou l'absence de terres cultivables représente une des difficultés majeure pour le retour des réfugiés. L'absence de documents sur les propriétés, les revendications multiples pour les mêmes terres ainsi que la corruption de la justice constituent autant d'obstacles à une solution durable pour ce problème.¹⁴⁰

Les minorités. Les membres du Parlement afghan ont indiqué au gouvernement qu'il fallait trouver une solution au conflit entre les Kuchis et les habitants de la province de Maidan Wardak, compte tenu des incidents récents. Depuis 2002, dans certaines villes comme Hérat et Mazar-e Sharif, les vagues de réfugiés de retour ont modifié la géographie des ethnies, avec pour conséquence, le développement de conflits.¹⁴¹

Les crises humanitaires. La situation de sécurité toujours plus préoccupante liée aux nombreuses catastrophes naturelles, comme les avalanches¹⁴², les tremble-

¹³⁴ Special Representative, 20–26 février 2010, p. 10. Quqnoos, No School for 5 Million Afghan Children, 7 mars 2010: <http://quqnoos.com>.

¹³⁵ Auswärtiges Amt, Reisehinweise, 3 août 2010 (28 juillet 2010): www.auswaertiges-amt.de.

¹³⁶ Radio Free Europe/Radio Liberty, Afghan children face world's worst conditions, 18 mars 2010: www.unhcr.org.

¹³⁷ Radio Free Europe/Radio Liberty, Afghan children face world's worst conditions, 18 mars 2010: www.unhcr.org.

¹³⁸ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

¹³⁹ UNODC, UNODC Reports Major Drug Abuse in Afghanistan, 21 juin 2010: www.unama.org.

¹⁴⁰ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 7. Quqnoos, Karzai Emphasizes Fight Against Corruption and Insurgency, 19 mai 2010: <http://quqnoos.com>.

¹⁴¹ Quqnoos, Afghan MPs Warn the Afghan Government, 23 mai 2010: <http://quqnoos.com>. A Hérat, par exemple, les Hazaras étaient rares autrefois. Depuis 2002, des Hazaras sont revenus d'Iran par vagues entières et se sont installés dans la ville d'Hérat. Dans certaines parties de la ville, cela a provoqué des tensions ethniques. A Mazar-e Sharif, le nombre des Hazaras a également fortement augmenté depuis leur retour d'Iran. Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 13.

¹⁴² Mi-février 2010, au col de Salang, plus de 170 personnes ont perdu la vie dans une avalanche, la plus grave dans l'histoire récente de l'Afghanistan. En mars 2010, une nouvelle avalanche dans la

ments de terre¹⁴³, les sécheresses et les pluies torrentielles¹⁴⁴, auxquelles l'Afghanistan doit régulièrement faire face, ont rendu une grande partie de la population extrêmement vulnérable. La permanence des conflits armés, qui limite encore davantage l'accessibilité de certaines régions, engendre l'impossibilité pour beaucoup d'Afghans d'obtenir de l'aide.¹⁴⁵

7 Retours

Les retours volontaires. En raison de la situation de sécurité et des tensions politiques, le HCR n'a pu aider que 57'000 personnes au lieu des 140'000 prévues, à rentrer en Afghanistan.¹⁴⁶ En 2009, le nombre de rapatriés volontaires a atteint son niveau le plus bas depuis 2002. Certains des réfugiés n'ont pas pu revenir dans leurs communes d'origines, leurs terres ou leurs biens étant occupés par les milices locales liées au gouvernement. En avril 2010, 1,78 million de réfugiés afghans enregistrés se trouvaient toujours au Pakistan et 980'000 en Iran. En Suisse et en Allemagne, le nombre de demandes d'asile de ressortissants afghans a fortement augmenté en 2009.¹⁴⁷

Situation des réfugiés de retour. Selon le HCR, 46 pour cent des réfugiés de retour sont confrontés à des problèmes de logement et 28 pour cent ne disposent pas d'un revenu stable.¹⁴⁸ Nombre d'entre eux se sont installés dans des bidonvilles autour de Kaboul où ils n'ont souvent pas accès à l'électricité, à l'eau potable ni à de quelconques installations sanitaires. Les mines antipersonnelles constituent également un facteur qui empêche le retour des réfugiés. Le centre de déminage de l'ONU a récemment indiqué que le plus grand nombre de victimes des mines étaient les déplacés internes et les réfugiés de retour.¹⁴⁹ Dans les camps, nombreux sont les réfugiés qui sont devenus toxicomanes et se sont infectés avec le virus du sida.¹⁵⁰

Alternatives de fuite à l'intérieur du pays. Le HCR a indiqué en juillet 2009, qu'en Afghanistan, le gouvernement ne protège quasiment pas ses citoyens et que dans de nombreux cas, des fonctionnaires seraient accusés d'avoir utilisé la violence ou d'avoir commis des atteintes aux droits humains. Les acteurs non gouvernementaux peuvent poursuivre leurs victimes en dehors des régions qu'ils contrôlent et entretiennent souvent des relations avec le gouvernement ou les autorités. De plus, pour

province de Badakhshan au nord-ouest du pays a provoqué au moins 35 morts. Reuters, Lawinen verschütten Tunnel in Afghanistan – Viele Tote, 9 février 2010: <http://de.reuters.com>.

¹⁴³ Le 10 avril 2010, au moins sept personnes ont perdu la vie dans la province de Samangan lors d'un tremblement de terre d'une force de 5,3 sur l'échelle de Richter. Focus online, Tote bei Erdbeben in Afghanistan, 19 avril 2010: www.focus.de.

¹⁴⁴ Au printemps 2009, des inondations ont frappé 22'000 foyers le nord, l'est et l'ouest de l'Afghanistan. En août 2009, une autre inondation a touché plus de 4000 personnes à Jalalabad. Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 6.

¹⁴⁵ UNAMA, Seven Million Afghans to benefit from 2010 Humanitarian Action Plan, 17 février 2010: <http://unama.unmissions.org>.

¹⁴⁶ UNHCR, UNHCR Global Report 2009, 1^{er} juin 2010: www.unhcr.org/refworld.

¹⁴⁷ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010. Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 4. AFP, Le nombre des demandeurs d'asile a nettement augmenté, 10 juillet 2010: www.google.com. ODM, rapport 2009 sur les migrations, juin 2010: www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/dokumentation/berichte.html.

¹⁴⁸ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 13.

¹⁴⁹ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 6.

¹⁵⁰ US Department of State, 2009 Human Rights Report: Afghanistan, 11 mars 2010.

un réfugié de retour, avoir un réseau familial, social ou clanique fort est d'une importance capitale. Sans cela, il ne survivra pas longtemps dans les conditions actuelles.¹⁵¹

Les requérants d'asile en Suisse/pratique des autorités. De janvier à fin juillet 2010, 368 ressortissants afghans ont déposé une demande d'asile. Fin juillet 2010, 1924 personnes se trouvaient en procédure d'asile. 1107 personnes bénéficient d'une admission provisoire. Les demandes de 808 requérants sont encore en suspens.¹⁵²

Programme d'aide aux retours. Comme il n'existe pas de programme d'aide aux retours pour l'Afghanistan, les réfugiés qui souhaitent rentrer dans leur pays peuvent demander uniquement une aide individuelle au retour.

Situation des déplacés internes (IDPs). D'après les estimations du HCR et du ministère afghan pour les Réfugiés et les Retours (MoRR), près de 240'000 personnes vivent en 2010 en tant que déplacés internes en Afghanistan. 89'000 autres personnes ont été déplacées dans le pays à cause des catastrophes naturelles.¹⁵³ Des milliers de personnes vivent dans des sortes de bidonvilles à Kaboul et à Hérat. Elles n'y bénéficient pas d'un logement adéquat ni de produits alimentaires en quantité suffisante, ni d'eau potable, ni d'établissements de santé et de formation.¹⁵⁴ Les femmes seules sont particulièrement vulnérables puisqu'elles n'ont pas droit aux services sociaux et économiques.¹⁵⁵ D'après l'ICOS, les déplacés internes n'ont pas reçu d'aide suffisante après l'opération «Moshtarak», ce qui a suscité colère et frustration dans la population concernée.¹⁵⁶ Les camps de réfugiés à Kandahar et à Helmand sont connus comme lieux de recrutement des talibans.¹⁵⁷

Capacités d'accueil: Selon les informations du ministère afghan pour les Réfugiés et les Retours, le gouvernement afghan n'étant pas en mesure de mettre à disposition des services publics de base, le pays n'a plus les moyens d'accueillir de nouveaux réfugiés de retour.¹⁵⁸

¹⁵¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, juillet 2009, p. 11–12 et 53–55.

¹⁵² Office fédéral des migrations (ODM), Statistique en matière d'asile juillet 2010: www.bfm.admin.ch.

¹⁵³ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 3–4. IDMC, Global Overview, 17 mai 2010.

¹⁵⁴ Amnesty International, Report 2010, 28 mai 2010.

¹⁵⁵ Norwegian Refugee Council, 15 avril 2010, p. 3–4. IDMC, Global Overview, 17 mai 2010.

¹⁵⁶ ICOS, Operation Moshtarak: Lessons Learned, mars 2010, p. 2, 3, 14–15.

¹⁵⁷ Antonio Giustozzi, Getting worse before getting better, juin 2009, p. 14.

¹⁵⁸ Afghanistan Independent Human Rights Commission, Report on the Situation of Economic and Social Rights in Afghanistan – IV, décembre 2009, p. 21: www.aihrc.org.af. International Crisis Group, Afghanistan: What now for Refugees?, Asia Report Nr. 175, août 2009, p. 22: www.crisisgroup.org.